











CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

**Préparation des ouvrages pour la mise en place du
réarmement à distance sur le réseau de la Direction
Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval (DTBS)**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Préparation des ouvrages pour la mise en place du réarmement à distance sur le réseau de la Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval (DTBS)
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	4 ans
	Reconduction	sans
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Sous-traitance	6
1.6 - Développement durable	6
1.7 - Clauses sociales	6
1.8 – Dispositions applicables en cas d’intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	7
1.9 – Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégales	8
2 - Pièces contractuelles.....	9
3 - Intervenants	9
3.1 - Maître d’oeuvre	9
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	9
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	9
5 - Protection des données à caractère personnel.....	10
6 - Conflit d’intérêt	10
7 - Durée et délais d'exécution	10
8 - Prix.....	10
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
8.2 - Modalités de variation des prix	11
9 - Garanties Financières	11
10 - Avance.....	12
10.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
10.2 - Garanties financières de l'avance.....	12
11 - Modalités de règlement des comptes.....	12
11.1 - Décomptes et acomptes mensuels	12
11.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
11.3 - Délai global de paiement	13
11.4 - Paiement des cotraitants	13
11.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
12.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	14
12.2 - Implantation des ouvrages	14
12.3 - Préparation et coordination des travaux	15
12.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	15
12.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	15
12.3.3 - Registre de chantier	16
12.4 - Etudes d'exécution	16
12.5 - Installation et organisation du chantier.....	16
12.5.1 - Installation de chantier.....	16
12.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais.....	16
12.5.3 - Signalisation de chantier.....	17
12.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	17
12.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	17
12.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17
12.6.3 - Documents à fournir après exécution	17
13 - Réception.....	17

13.1 - Réception des travaux.....	17
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	17
14 - Garantie des prestations.....	17
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	18
16 - Pénalités.....	18
16.1 - Pénalités de retard.....	18
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	18
16.3 - Autres pénalités spécifiques	18
17 - Assurances	19
18 - Résiliation du contrat.....	19
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	19
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	19
19 - Règlement des litiges et langues.....	20
20- Dérogations.....	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Préparation des ouvrages pour la mise en place du réarmement à distance sur le réseau de la Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval (DTBS)

VNF souhaite donc mettre en place le réarmement à distance sur ses ouvrages de petit gabarit des ST Canaux de Picardie et Champagne Ardenne, ST Marne et ST Seine Nord.

Ce marché comprend la fourniture, l'installation, l'intégration, la mise en service des équipements nécessaires au réarmement à distance des écluses et de tout autre ouvrage situé sur le territoire Nord du Service Territorial CPCA.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

ST CPCA :

CSQ : Canal de Saint-Quentin (18 écluses) dont 4 avec les 2 SAS automatisés

CSO : Canal de la Sambre à l'Oise (35 écluses et 6 ponts mobiles)

CLO 2 : Canal Latéral à l'Oise 2 (2 écluses)

COA : Canal de l'Oise à l'Aisne « secteur nord Pk 0.000 à 35.057 » (9 écluses)

Les détails des itinéraires sont donnés en annexe. (Annexe 1 du CCTP)

Au total environ 74 ouvrages (écluses et ponts mobiles) sont concernés par le projet, pour l'ensemble du territoire nord du ST CPCA.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la date et le numéro du marché ;
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais d'exécution et dates de démarrage période préparation et exécution
- les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché.

En application des articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-3 à R2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de :

- L'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur ;
- L'agrément par le pouvoir adjudicateur des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

En sus de la déclaration de sous-traitance et des renseignements exigés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, le dossier de candidature de chaque sous-traitant comportera l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée au présent CCAP, ainsi que les renseignements permettant l'évaluation de leur situation juridique, leur capacité économique, financière et technique (cf. liste au règlement de la consultation).

En cours de marché, les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial et des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, les mêmes documents listés précédemment.

1.6 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de poussières et des nuisances sonores.

1.7 - Clauses sociales

1.7.1 - Obligation du titulaire

Pour réaliser ce marché, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de 80 heures pour des personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières en destination de personnes répondant à au moins des critères précédemment cités et validés par la structure locale en charge du suivi de l'opération.

1.7.2 – Accompagnement de l'action en cours d'exécution

MAISON DE L'EMPLOI DE SAINT-QUENTIN
M.MAHU Florent
8 boulevard cordier
02100 SAINT QUENTIN
Tél : 03 23 04 03 06

1.7.3 - Contrôle de l'action d'insertion par l'activité économique

- 1.7.3.1 - Contrôle en cours d'exécution

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification du marché au titulaire par la maîtrise d'ouvrage ou à la date de la première embauche si elle intervient après la date de notification.

Les heures de travail comptabilisées au titre de l'insertion professionnelle sont limitées en fonction de la durée du marché à compter de la date de recrutement de la personne pour le chantier quel que soit la nature du, ou des, contrat de travail.

Dans l'hypothèse où en cours de marché, une ou plusieurs personnes mises à disposition dans le cadre de l'action d'insertion sont embauchées au sein de l'entreprise, le nombre d'heures effectué par le ou les travailleurs, sera décompté, quel que soit le type de contrat de travail, du nombre d'heures devant être obligatoirement exécuté au titre de l'action d'insertion.

À l'expiration du marché, l'entreprise s'engage à étudier toute possibilité d'embauche des personnes en difficulté qui sont intervenues dans le cadre de l'action.

En cours d'exécution du marché, le titulaire adresse un bilan intermédiaire chiffré au plus tard le 20 du mois « m+1 » au maître d'ouvrage, ou son représentant, et à l'interlocuteur désigné à la Maison de l'emploi de Saint-Quentin, qui retranscrit la mise en œuvre de l'action d'insertion ainsi que des éventuelles difficultés rencontrées.

Des bilans intermédiaires pourront en outre être établis lors des réunions de chantiers ou dans le cadre de réunions spécialement prévues à cet effet et organisées par le maître d'ouvrage.

Si des difficultés liées à l'action d'insertion font obstacle à la réalisation du marché dans les délais fixés, les parties s'engagent à se réunir dans les délais les plus brefs afin de convenir des solutions les plus appropriées à la bonne exécution du marché.

- 1.7.3.2 - Contrôle en fin d'exécution

Lorsque le marché aura été entièrement exécuté, et préalablement au versement de son solde, le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage les justificatifs attestant du respect du nombre d'heures.

1.8 – Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D. 8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 13 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L. 1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.9 – Travailleurs détachés lutte contre les prestations de services internationales illégales

A/ Désignation d'un représentant du titulaire :

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

B/ Documents à produire :

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG.

C/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 12.3 du CCAP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe ;
- Le bordereau des prix unitaires et Forfaitaires (BPUF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire présenté à la remise des offres ;
- Les actes de sous-traitance ;
- Les bons de commande.

3 - Intervenants

3.1 - Maître d'oeuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE –

Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Service Territorial des Canaux de Picardie Champagne-Ardenne
Bureau d'Études et travaux
2 Boulevard du Val de Vesle
51100 Reims

3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Conflit d'intérêt

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF. Une attestation sur l'honneur devra être fournie sur simple demande afin de justifier qu'il n'y a pas de conflit d'intérêt. En cas de constat d'une situation de conflit d'intérêt par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire sera invité à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour y mettre fin. À défaut, le pouvoir adjudicateur pourra mettre en œuvre les mesures prévues par le Code de la commande publique et, le cas échéant, prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

7 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée de quatre (4) ans à compter de la date fixée par l'ordre de service.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés pour chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

8.2 - Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG, la date d'établissement des prix est le mois de la date limite de remise des offres (juillet 2026), ou de remise des offres finales. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 07/2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Formules
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP01 (n-4) / TP01 (o))$ pour les prix 53 à 57
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP02 (n-4) / TP02 (o))$ pour les prix 1 à 7, 22 à 29 et 50 à 52
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP12a (n-4) / TP12a (o))$ pour les prix 8 à 21, 30 à 49

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.

- Index TP01(n-4), TP02(n-4) et TP12a (n-4) selon les prix au BPUF : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

- Index TP01(o), TP02(o) et TP12a(o) selon les prix au BPUF : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé
TP01	Index général des travaux publics
TP02	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation - Base 2010
TP12a	Index Travaux Publics – Réseau d'énergie et de communication

Les acomptes sont établis en appliquant les formules de révision définies ci-dessus, sur la base des dernières valeurs définitives publiées des index requis à la date de leur établissement. Les montants ainsi réglés sont définitifs et ne font l'objet d'aucune révision ou régularisation ultérieure.

9 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique. Toutefois, si le titulaire du marché est une PME, il est fait application d'un taux de 3%.

Par application de l'article R2191-36, le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

Aucune demande de substitution de retenue de garantie en caution personnelle et solidaire ne sera acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La garantie à première demande doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte et vaut pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution..

10 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Ce taux est fixé à 20,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

10.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard 30 jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Par dérogation aux articles 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG Travaux, le délai pour le représentant du pouvoir adjudicateur pour notifier au titulaire le décompte général après réception du projet de décompte général est porté à 3 mois. Toutefois, si dans ce délai, le maître d'ouvrage a fait parvenir au titulaire une décision motivée refusant la prise en compte et le traitement du projet de décompte général, ce délai ne commencera pas à courir et le titulaire devra produire de nouveau un projet de décompte final dans les conditions prévues au marché.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : STCPA
- Numéro d'engagement juridique : qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.

11.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

11.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Lieu(x) d'exécution :

ST CPCA :

CSQ : Canal de Saint-Quentin (18 écluses) dont 4 avec les 2 SAS automatisés

CSO : Canal de la Sambre à l'Oise (35 écluses et 6 ponts mobiles)

CLO 2 : Canal Latéral à l'Oise 2 (2 écluses)

COA : Canal de l'Oise à l'Aisne « secteur nord Pk 0.000 à 35.057 » (9 écluses)

Les détails des itinéraires sont donnés en annexe. (Annexe 1 du CCTP)

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Le numéro de marché qui sera transmis lors de sa notification ;
- Le numéro de SIRET de VNF DTBS : 13001779100034 ;
- Le code du service exécutant de la dépense : STCPCA ;

12.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

12.2 - Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

12.2.1 - Piquetage général

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions suivantes :

Il ne sera pas procédé à un piquetage général mais à des opérations de piquetage au cours de l'exécution des prestations du marché. Les opérations de piquetage du marché consisteront à mettre en place des repères physiques permettant d'identifier précisément la position prévue pour l'implantation d'équipements. Les repères utilisés devront permettre l'identification précise du type d'équipement et de son implantation. Le Titulaire élaborera un « dossier de piquetage » comprenant les éléments de piquetage, pour chaque opération de piquetage réalisée. Il soumettra ce dossier au visa du maître d'œuvre. L'établissement du dossier de piquetage est inclus dans les frais de piquetage à la charge du Titulaire.

12.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux de chaque bon de commande.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux de chaque bon de commande s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

12.3 - Préparation et coordination des travaux

12.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution de l'accord-cadre, d'une durée de 1 mois.

Cette période débute à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification de l'accord-cadre.

En cas de bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

- Le pouvoir adjudicateur a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune préalable à laquelle participent les titulaires, des lieux de travail, des installations et des matériaux ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

12.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune mission de coordination SPS n'est prévue pour cette opération, le chantier étant assuré par une entreprise unique ou en groupement sans coactivité simultanée. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage veille à la coordination générale des mesures de prévention prises par les entreprises intervenantes. Il a l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave et peut décider l'arrêt de tout ou partie du chantier. Il organise, le cas échéant, des inspections et réunions de coordination.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention ainsi que de leur application par ses éventuels sous-traitants déclarés en cours de travaux. Il est également responsable de la mise à jour du plan de prévention à la suite des inspections. Chaque entreprise informe ses salariés des risques et des mesures de prévention et demeure responsable de l'application des mesures nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

12.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

12.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La transmission électronique de ces documents est effectuée dans les conditions suivantes :

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et remises au maître d'œuvre. Elles seront soumises au visa du maître d'œuvre, qui dispose de 21 jours après leur réception pour les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles. Ces documents sont fournis en 5 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : - les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad version 14, - les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office version 2003 sxw, sxc, odc, odp, odt, pour OpenOffice version 3.1, pdf. Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge. Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents. Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

12.5 - Installation et organisation du chantier

12.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. Durant les travaux, le chantier devra être interdit au public. Toutes les installations de chantier seront isolées par une clôture. L'entrepreneur devra juger de l'opportunité de faire garder les installations de chantier en permanence (prestation à la charge de l'entrepreneur). Aucune réclamation pour vols, détériorations et vandalisme ne saurait engager la responsabilité du maître d'ouvrage. L'entrepreneur doit disposer du matériel de sauvetage adapté au chantier (gilets, bouées, barques...) et du matériel de lutte anti-pollution (produits absorbants, barrage flottant,...) pour pouvoir intervenir rapidement en cas de déversement accidentel. Accès du chantier interdit au public L'accès du chantier sera interdit au public par la mise en place de barrières réellement dissuasives, par leur hauteur, leur extension au sol et leur fixation, afin que les franchir ne soit pas une simple formalité. Ces barrières pourront être de type "Héras" (hauteur 2m) ancrées ou lestées en début du(des) chemin(s), obstruant la totalité de la largeur du(des) chemin(s) donnant accès aux chantiers, sur lesquelles sont apposés de façon visible les panneaux de signalisation signifiant l'interdiction d'accès au public, l'indication du (des) chantier(s), éventuellement les risques encourus suivant les cas (chute de hauteur, envasement, etc.), et lorsqu'on en a, les arrêtés d'interdiction de circuler, pris par le(s) gestionnaire(s).

12.5.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Les lieux et conditions de dépôt des déblais en excédent sont les suivants :

L'Entrepreneur trie et transporte, conformément aux dispositions du CCTP, les déblais, les déchets ainsi que les divers gravats jusqu'aux lieux de stockage temporaires prévus à cet effet sur le chantier, qu'il appartiendra à l'entrepreneur de définir dans son offre. Ces zones de stockage seront soumises à approbation du Maître d'œuvre.

12.5.3 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Des panneaux de circulation et des panneaux de signalisation de chantier devront être installés tels que le prévoit le CCTP.

12.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

12.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une pénalité égale à 100.00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues au titulaire.

13 - Réception

13.1 - Réception des travaux

13.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

14 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Pour le matériel fourni par VNF, l'entreprise est responsable du raccordement et de la pose dans les règles de l'art du matériel qui sera transmis au titulaire du marché par VNF. La garantie du matériel fourni par VNF sera sous la responsabilité de VNF, le titulaire du marché restant responsable du bon raccordement et de l'installation selon les préconisations du constructeur.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité fixée à 200,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG – Travaux, le montant des pénalités de retard est plafonné à 30 % du montant du marché H.T. Les autres pénalités sont appliquées sans plafond.

Par dérogation aux stipulations de l'article 19.2.4 du CCAG – Travaux, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence non justifiée aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 300,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour non-repli de chantier et non remise en état des lieux	Journalière	400,00 €	Les stipulations de l'article 37 du CCAG demeurent applicables. En complément, si le titulaire n'a pas procédé au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des lieux dans un délai de 10 jours à compter de la réception des travaux, une pénalité par jour calendaire de retard de 400.00 € sera appliquée.

17 - Assurances

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) fournit, avant la notification du marché, les attestations d'assurance suivantes : en responsabilité civile professionnelle (RC PRO) et une attestation en responsabilité civile atteinte à l'environnement (RCAE).

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux à hauteur a minima :
 - de cinq (5) millions d'euros pour les dommages corporels ;
 - de un (1) million d'euros par sinistre pour les dommages matériels et immatériels consécutifs ou non, y compris dommages aux existants.
- une assurance responsabilité civile atteinte à l'environnement (RCAE) couvant les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, les frais d'urgence et le préjudice écologique à hauteur d'un (1) million d'euros par année d'assurance.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG -Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

DIFFERENDS ET LITIGES

S'il apparaît un différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage du fait de l'exécution du présent marché, tant en termes techniques qu'administratifs ou financiers, le titulaire s'engage au préalable à toute procédure contentieuse, à rechercher une solution amiable. Chaque partie s'engage à contacter l'autre partie par écrit avec date certaine de réception, afin de chercher un tel règlement amiable.

Par dérogation à l'article 55.1.1 du CCAG travaux, si un différend survient entre le titulaire et le maître d'ouvrage, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, le titulaire rédige un mémoire en réclamation qu'il doit présenter au maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception postal (avec copie au maître d'oeuvre sous la même forme) dans un délai de deux mois à compter de la date du fait générateur du différend, sous peine de forclusion de ses demandes.

Pour le règlement des litiges, il est dérogé à l'article 55.1.2 de la manière suivante : « Après avis du maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation ».

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens

14 rue Lemerchier

80011 AMIENS CS 81114 CEDEX 1

Tél : 03 22 33 61 70

Télécopie : 03 22 33 61 71

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif d'Amiens

14 rue Lemerchier

80011 AMIENS CS 81114 CEDEX 1

Tél : 03 22 33 61 70

Télécopie : 03 22 33 61 71

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20- Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux
- L'article 8.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.2 du CCAG – Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge aux articles 12.4.2 et 12.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux

- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG – Travaux
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux
- L'article 19 du CCAP déroge à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux
- L'article 19 du CCAP déroge à l'article 55.1.2 du CCAG Travaux